

## **OEWG-8/9 : Coopération entre la Convention de Bâle et l'Organisation maritime internationale**

*Le Groupe de travail à composition non limitée,*

1. *Prend note* des informations figurant dans la note du Secrétariat sur la coopération entre la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et l'Organisation maritime internationale;<sup>12</sup>
2. *Prend note également* de la version actuelle de l'analyse juridique de l'application de la Convention de Bâle aux déchets dangereux et autres déchets produits à bord des navires,<sup>13</sup> *invite* les Parties et autres intéressés à poursuivre l'examen de l'analyse et à adresser leurs observations au Secrétariat d'ici le 1er décembre 2012 et *prie* le Secrétariat d'afficher les observations reçues sur le site de la Convention;
3. *Prie* le Secrétariat de préparer, en tenant compte des observations reçues et, le cas échéant, en proposant diverses interprétations, une version révisée de l'analyse juridique, y compris un résumé et des conclusions présentant éventuellement plusieurs interprétations, pour examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion;
4. *Prie également* le Secrétariat de continuer de donner suite aux demandes qui lui ont été faites dans la décision BC-10/16;
5. *Rappelle* que, dans la décision BC-10/16, les Parties ont été invitées à évaluer dans quelle mesure les directives techniques actuelles de la Convention de Bâle s'appliquaient aux déchets visés par la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires de 1973, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, et amendée par le Protocole de 1997, ou à fournir des fonds pour permettre au Secrétariat d'entreprendre cette évaluation, en étroite consultation avec l'Organisation maritime internationale, ainsi qu'à élaborer, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale, un manuel d'orientation sur la façon dont on pourrait améliorer l'interface mer-terre pour s'assurer que les déchets entrant dans le champ d'application de la Convention internationale soient gérés d'une manière écologiquement rationnelle.

---

12 UNEP/CHW/OEWG.8/13.

13 UNEP/CHW/OEWG.8/INF/18, annexe.